



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Unité Départementale du Havre
Équipe Territoriale

Arrêté du **23 AVR. 2026** mettant en demeure la société « SAS PARC PONT DE NORMANDIE » à OUDALLE de se conformer aux prescriptions édictées en matières d'installations classées pour la protection de l'environnement

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite,**

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8 et L. 514-5 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration, et notamment l'article L. 411-2 ;
- Vu la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 nommant M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2005 autorisant la société SAS PARC PONT DE NORMANDIE à exploiter un entrepôt ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2014 portant prescriptions complémentaires à la société SAS PARC PONT DE NORMANDIE ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 25-049 du 25 septembre 2025 portant délégation de signature à M. Zoheir BOUAOUICHE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, sous-préfet de Rouen ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier le 11 février 2025 suite à l'inspection du 18 décembre 2025 ;
- Vu l'absence d'observation de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT :

que l'installation SAS PARC PONT DE NORMANDIE est autorisée à exploiter un entrepôt à OUDALLE par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 juillet 2005 susvisé ;

que l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 octobre 2014 susvisé indique le tableau de rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement en vigueur sur le site ;

que l'exploitant a déposé un dossier de modification complété le 18 décembre 2024 concernant le stockage de substances relevant de nouvelles rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement non autorisées par l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2014 ;

que parmi les nouvelles substances stockées, le dossier de modification mentionne le stockage de 85 t d'aérosols en cellule 4 du bâtiment B de l'entrepôt ;

que l'installation est munie d'une extinction automatique d'incendie en cellule 4 du bâtiment B de cet entrepôt ;

que l'article 13 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 applicable à l'installation dispose que « la qualification [de l'extinction automatique d'incendie] précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage » ;

qu'à l'occasion de la visite d'inspection du 18 décembre 2025 sur l'installation susmentionnée exploitée par SAS Parc Pont de Normandie, l'exploitant a communiqué à l'inspection des installations classées un rapport de contrôle mentionnant la « présence d'aérosols incompatibles avec la protection ESFR » en cellule 4 du bâtiment B ;

que ce constat constitue une non-conformité avec risque de mise en échec ;

que l'inspection des installations classées a constaté sur le terrain la présence des aérosols dans les conditions décrites par le dossier de modification transmis le 18 décembre 2024, et également la présence d'une extinction automatique similaire à celle de l'ensemble des stockages de la cellule ;

que ces constats constituent des manquements aux dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé ;

que, par ailleurs, l'inspection des installations classées a constaté que les aérosols étaient stockés dans une zone grillagée fermée, la présence d'une surveillance caméra, et la présence de deux extincteurs de 50 l de part et d'autres de cette zone ;

qu'à l'occasion de la visite d'inspection du 26 mars 2025 sur l'installation susmentionnée exploitée par SAS Parc Pont de Normandie, l'exploitant avait communiqué à l'inspection un rapport de vérification des installations électriques du locataire des cellules 1 à 4 du bâtiment A réalisée le 2 avril 2025 ;

que ce rapport de vérification concluait à des risques d'incendie et d'explosion sur l'installation ;

que l'inspection des installations classées avait demandé à l'exploitant à l'issue de la visite du 26 mars 2025 de lever les non-conformités établies dans les cellules 1 à 4 susmentionnées dans un délai d'un mois ;

que l'exploitant, via sa réponse transmise le 19 mai 2025 à l'inspection, n'a pas justifié de la levée de cette non-conformité ;

qu'à l'occasion de la visite d'inspection du 18 décembre 2025 sur l'installation susmentionnée exploitée par SAS Parc Pont de Normandie, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la levée de cette non-conformité à l'inspection des installations classées ;

que l'article II.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site du 28 juillet 2005 dispose que « les documents attestant de la conformité des installations [électriques] par rapport aux références précitées doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées » ;

que ces constats constituent des manquements aux dispositions de l'article II.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site du 28 juillet 2005 susvisé ;

qu'il y a donc lieu de mettre en demeure la société SAS PARC PONT DE NORMANDIE sise à OUDALLE de régulariser la situation ;

que l'article L. 171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SAS PARC PONT DE NORMANDIE de respecter les prescriptions réglementaires des articles II.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 juillet 2005 et 13 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 applicables pour son établissement situé sur la commune de OUDALLE ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}

La société SAS PARC PONT DE NORMANDIE (SIRET n° 47826272800080), dont le siège social est situé 43 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE 75013 PARIS, est mise en demeure, pour son site sis SAS PARC PONT DE NORMANDIE à OUDALLE de respecter, sous un délai de **trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article II.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 juillet 2005 : « les documents attestant de la conformité des installations par rapport aux références précitées doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ».

ARTICLE 2

La société SAS PARC PONT DE NORMANDIE (SIRET n° 47826272800080), dont le siège social est situé 43 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE 75013 PARIS, est mise en demeure, pour son site sis SAS PARC PONT DE NORMANDIE à OUDALLE de respecter, sous un délai de **trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 13 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 : « En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage ».

ARTICLE 3

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1^{er} et 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu aux mêmes articles pour chacune de ces obligations, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

ARTICLE 4 - FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 5 - INFORMATION DES TIERS

Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois. Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie d'OULDALLE pendant une durée minimum d'un mois.

ARTICLE 6 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R. 421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

ARTICLE 7 - EXÉCUTION - AMPLIATION

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, la sous-préfète de l'arrondissement du HAVRE, la maire de la commune de OUDALLE, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation est notifiée à l'exploitant.

Fait à Rouen, le

23 AVR. 2026

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale adjointe
Hélène HESS